

Le budget—M. Stevens

Hier soir, silence complet. Aucune mention des sociétés d'État nulle part. Lorsque le ministre dit que le déficit atteindra 31.2 milliards, comme il l'a fait hier soir, il oublie de tenir compte des déficits des différentes sociétés d'État. Certains députés croient peut-être que j'ai fait une erreur en disant 31.2 milliards car, comme nous le savons, on a diffusé un addenda hier soir. Un addenda était nécessaire, car par pure négligence, si l'on veut, le ministre des Finances a exhibé son budget avant de le présenter hier soir. Il l'a exhibé devant un grand nombre de journalistes, dont ceux qui sont munis de caméras de télévision. En conséquence, il y a eu une fuite très importante à l'égard du budget qui devait être présenté dans la soirée.

● (1650)

Quelle fut la réaction du ministre des Finances? Monsieur le Président, je pourrais citer des précédents de ce genre de choses. A titre d'exemple, un autre ministre des Finances, en entrant dans le hall à Westminster, a mentionné à un journaliste qu'il devrait s'acheter un paquet de cigarettes et il a ensuite présenté un budget qui augmentait la taxe sur les cigarettes. Les journaux se sont emparés de l'affaire. Le lendemain, le ministre, embarrassé, a jugé bon de donner sa démission, et son premier ministre l'a acceptée.

Monsieur le Président, cela s'est produit à une époque où on avait le sens de l'honneur, où un ministre estimait qu'une démocratie parlementaire devait se conformer à certaines traditions et conventions. Mais que s'est-il passé hier soir? Je signale à tous les députés que dans son exposé budgétaire, le ministre a admis avoir divulgué des renseignements. Il est vrai qu'il a dit, d'un air dégagé, que la presse n'aurait pas dû le faire. Mais il a admis que plusieurs pages de son discours avaient été filmées.

Le ministre n'a pas répondu: «J'ai commis une erreur et je dois démissionner». Il a dit: «Je vais tâcher de me rattraper, je vais prétendre, du jour au lendemain, que j'avais toujours envisagé de dépenser 100 millions, plus 50 millions et encore 50 millions, et je vais tout modifier en conséquence.» Néanmoins, c'est là qu'il s'est fait prendre la main dans le sac. Il s'est imaginé qu'il suffisait d'ajouter au budget un petit feuillet supplémentaire.

Je suppose qu'un fonctionnaire des Finances lui aura dit: «Mais qu'allez-vous faire de tous les documents budgétaires que vous devez déposer?» C'est pourquoi on a dû trouver quelqu'un qui a pris son crayon et qui a tenté désespérément d'apporter ces huit changements dans les divers tableaux et pages qui devaient être déposés, pour couvrir cette fuite.

Je vais vous dire ce qu'il en est, au cas où certains n'auraient pas pris la peine d'examiner ces documents. Par exemple, voici la page 6 du plan financier. Regardez ces changements faits à

l'encre. Pourrait-on s'attendre à cela d'un gouvernement qui a la situation bien en main? D'un gouvernement dont le ministre des Finances pourrait se permettre de dire: «Nous savons exactement ce dont notre économie a besoin, telles sont les mesures que j'instaure, faites-moi confiance ainsi qu'à mon premier ministre et au gouvernement, je sais où je vais»? C'est comme si un des poulets de ma ferme s'était promené dessus. On a du mal à lire ce qui a été rajouté à l'encre sur la partie que les journalistes ont pu voir. On a réimprimé par-dessus de façon à faire croire que ce qu'ils avaient pris pour le budget ne l'était pas vraiment.

Mais cela va plus loin encore. Nous constatons que le malheureux à qui on a demandé d'apporter les changements a commis des erreurs grossières. Prenez la page 16 du plan financier. Vous constaterez que, même si le ministre a déclaré sans sourciller qu'il allait ajouter 100 millions cette année, 50 millions l'année prochaine et 50 millions l'année suivante dans le cadre du projet spécial de relance économique, quelque chose a cloché au tableau 2.3. On a seulement ajouté 40 millions pour l'année prochaine. Qui a raison? Le ministre s'est-il simplement laissé surprendre? L'erreur va-t-elle être rectifiée?

En réponse à une question que je lui ai posée aujourd'hui, le ministre a dit: «Si le député veut bien m'envoyer une photocopie de ses changements, et s'il y a vraiment des erreurs, je me ferai un plaisir d'apporter les corrections nécessaires.»

Monsieur le Président, je ne vois pas d'inconvénient à aider le ministre à s'en sortir. Dieu sait s'il a besoin d'aide. Ne vaudrait-il pas mieux que toute cette clique abandonne les rênes du pouvoir et les confier à quelqu'un qui sache comment administrer les affaires financières du pays?

Des voix: Bravo!

M. Stevens: A cause de sa négligence, le ministre a laissé transpirer une bonne part des données qui figuraient dans son budget. Je dirais une partie essentielle en ce qui concerne le marché des obligations. C'est la partie du budget qui montre combien notre déficit va être élevé. Quand on songe qu'un ministre a fait une erreur tellement grossière en déposant un document à la Chambre qu'il faut pratiquement le corriger page après page, il n'y a certes pas de quoi redorer notre blason dans le monde.

Mais voyons un peu plus loin, monsieur le Président. Tournez à la page 41. On a établi le déficit à 28.2 milliards pour l'exercice fiscal de 1984, 24.7 milliards pour 1985 et 20.6 milliards pour 1986. Toutes ces données sont fausses. Et si elles le sont, celles qui figurent dans le budget le sont aussi.

Bref, le ministre a déposé un budget et des documents dont les données ne correspondent pas.